



Face à l'extrême droite, ni autocensure ni complaisance

« On voit bien à la télé ce qui se passe en France »

Ces mots, on les entend dans la bouche de nombreux électeurs de l'extrême droite. Ces mots doivent nous interpeller sur notre extraordinaire capacité d'influence, mais aussi sur notre proportion à être nous-même influencés... parfois jusqu'à l'autocensure ?

Alors que les candidats du Rassemblement National multiplient les intimidations et les menaces à peine voilées, en calage comme à l'antenne ; Alors qu'un collègue présentateur de Besançon a même été menacé de mort par une militante de Reconquête à l'issue d'un débat :

Sud dénonce les dérives de la direction qui, sous couvert de neutralité, frôle trop souvent la complaisance envers l'extrême-droite, et sous couvert d'audiences, fait le lit de ses idées.

Que dire, quand un débat est annulé, parce que le candidat RN refuse de venir ? Quand des sujets qui parlent d'immigration heureuse ou donnent la parole à des associations LGBT sont critiqués, voire abandonnés ? Quand consigne est donnée de ne relayer sur internet que les débats "avec des stars" ? Quand des contre-vérités de l'extrême-droite sont rapportées, sans contradictoire ou mise en perspective, mais comme des faits ?

Il est effrayant d'entendre un rédacteur en chef adjoint en région, justifier naïvement de relayer des éléments de propagande par le simple fait qu'"ils font pareil sur TF1 et sur M6". Nos antennes régionales doivent résister à la tentation de la facilité, du mimétisme des chaînes nationales et de l'agenda politique de leurs intervenants, journalistes ou non.

Par ailleurs, l'emploi d'un vocabulaire partisan et trompeur ("les populismes", "les extrêmes") depuis de nombreuses années n'a eu pour seul effet que d'associer une chose et son contraire, de discréder un parti sans aucun effort intellectuel, alimentant la stratégie du pouvoir en place du "moi ou le chaos".

Ainsi, le Conseil d'État ayant tranché la question "des extrêmes" dans sa décision du 11 mars 2024, il convient de ne plus laisser circuler ces propos confusionnistes dans nos rédactions et sur nos antennes.

Le changement de ces dernières années, visant à traiter les *faits divers* comme des *faits de société*, a

largement contribué à la construction d'une *certaine* vision de la société, pourtant à l'opposé des observations rigoureuses de la science, fusse-t-elle sociale.

Aujourd'hui, le micro-trottoir *seul* constitue souvent un élément de confirmation de ces biais. Si la parole citoyenne est essentielle, elle ne peut se résumer à de simples bout-à-bouts de sentiments, de peurs et d'affects.

Enfin, la mise à l'écart de nos collègues de la rédaction nationale pour avoir pris position contre l'extrême droite au nom de la SDJ dans une tribune, témoigne de la dangereuse *frilosité* qui a gagné la direction. Cette frilosité a également gagné certaines de nos rédactions et de nos encadrements, prenant parfois la forme d'une périlleuse autocensure.

Ne nous laissons pas intimider !

Notre mission est celle d'informer plus que jamais, sans flancher.